

4 Économie

Conférence mondiale sur la vie sauvage

Le Gabon tire la sonnette d'alarme

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE Gabon prend part, à l'instar de huit autres pays africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Liberia, Niger et le Nigeria), à la Conférence mondiale sur la vie sauvage, qui se tient du 17 au 28 août 2019 à Genève en Suisse. L'objectif de cette rencontre est de renforcer, entre autres, les règles du commerce de l'ivoire, des cornes de rhinocéros et d'autres espèces végétales et animales menacées d'extinction. Ainsi, plusieurs pays touchés par le braconnage et la commercialisation illicite des cornes d'éléphants, parmi lesquels le Gabon, ont saisi, le 21 août dernier, les responsables de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) afin "d'appeler en urgence l'Union européenne à la fermeture de tous les marchés intérieurs de l'ivoire restants". En outre, ces pays estiment que "le maintien d'un marché de l'ivoire crée des opportunités de

Les pays africains dont le Gabon ont appelé d'urgence l'Union européenne à la fermeture de tous les marchés intérieurs de l'ivoire restants.

blanchiment d'ivoire illégalement acquis, pose des problèmes de suivi et d'application (...) et compromet les interdictions dans d'autres pays en fournissant un débouché alternatif aux fournisseurs et trafiquants". Pour l'ambassadeur français, délégué à l'Environ-



Photo : Vianney Medzou

nement, Yann Wehring, "à partir du moment où les principaux grands marchés vont se fermer, il n'y aura plus de débouchés. De fait, l'éléphant d'Afrique sera protégé, car on ne pourra plus commercer l'ivoire et le braconnage va cesser".

Le Gabon a profité de cette

occasion pour alerter l'opinion internationale sur le sort des éléphants d'Afrique. Comme lui, d'autres pays du continent ont plaidé pour que toutes les populations d'éléphants du continent, y compris celles d'Afrique australe, soient transférées à l'Annexe I, la plus

protégée, qui interdit catégoriquement toute vente d'ivoire.

Selon les experts du Cites, 100.000 éléphants en Afrique ont été abattus entre 2010 et 2012. À ce rythme, le braconnage pourrait avoir raison de l'espèce d'ici 10 ans.

Après la construction d'un transformateur au quartier "Montalier", à Nzeng-Ayong

La SEEG attend toujours la réception de l'ouvrage



Photo : BOTOUNOU/ L'Union

Tout comme ce poteau électrique planté sur une pente érodée, avec le risque de tomber...



Photo : BOTOUNOU/ L'Union

...tous les travaux de connexion au réseau électrique effectués dans la zone de Montalier et dont la SEEG attend toujours la réception, n'auraient pas été faits dans les règles de l'art.

CNB
Libreville/Gabon

APPORTER de l'eau et l'électricité aux Gabonais, telle est l'une des missions des pouvoirs publics. Ainsi, pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment celles du quartier "Montalier", à Nzeng-Ayong, dans le 6e arrondissement de la commune de Libreville, le ministère de l'Énergie a engagé des travaux de construction d'un trans-

formateur, tout en procédant à l'installation des câbles électriques.

Mais trois ans après la fin desdits travaux, ces ouvrages ne sont toujours pas fonctionnels, au grand désarroi des populations. Quelles en sont les raisons ?

Pour les responsables de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), ce transformateur et tous les ouvrages de connexion au réseau électrique n'ont tout simplement pas été rétrocédés par l'Etat à la

SEEG. "La démarche de rétrocession des ouvrages qui ont été réalisés par l'Etat dans cette zone, à l'instar de ce poste à la SEEG, pour qu'elle en soit gestionnaire, n'a pas encore été effectuée. Il n'y a rien qui indique que ce transformateur est la propriété de la SEEG. Il devrait y avoir des codes d'identification des estampilles, des numéros de poste qui matérialisent l'appartenance de cet ouvrage à la SEEG en tant qu'élément qui entre dans les actifs

qu'elle gère. Les travaux de ce réseau n'ont pas été effectués par la SEEG, c'est la tutelle qui a conduit les travaux. C'est donc à elle de rétrocéder ces équipements à la SEEG", a précisé Edgard Ondong Mito'o, responsable de la direction de la communication et de la responsabilité sociétale à la SEEG.

Toutefois, il se trouve que ces travaux d'électrification de la zone dite "Montalier-Terminus", effectués par une entreprise de la place sur commande de

l'Etat, semble présenter quelques manquements, en termes de respect des normes sécuritaires.

"La SEEG, en qualité d'ingénieur-conseil de l'Etat dans ce domaine, entamera une démarche de mise à niveau de ce réseau. Car, pour des raisons de sécurité et de qualité de service, la SEEG a le devoir de regarder, avant de pouvoir raccorder ces installations au réseau électrique. Il en va de la sécurité et de la stabilité de ces installations", a conclu Edgard Ondong Mito'o.

Brèves

Guinée Équatoriale/Le pays titrise une partie de sa dette

C'EST la Banque des États de l'Afrique centrale qui révèle l'information dans son rapport monétaire du mois de juillet dernier. Selon ledit rapport, le Trésor public de Guinée Équatoriale a procédé, au 31 mai, à la titrisation d'une partie de ses engagements vis-à-vis de la CCEI Bank Guinée Equatoriale, filiale de la Camerounaise Afriland First Bank, par émission de neuf lignes d'obligations du trésor assimilables (OTA) pour un montant global de 291 milliards de francs.

En d'autres termes, la Guinée équatoriale a mis en vente, sous forme de titres, une partie de sa dette vis-à-vis de la CCEI Bank sur le marché financier de la Cemac, au bénéfice des investisseurs. Ces derniers ont financé l'acquisition de ces titres à travers l'émission d'obligations dans le compartiment des OTA, dont le taux de rendement moyen s'est élevé à 4,81 % au 31 mai 2019, contre 4,76 % sur la même période l'année précédente.

Rwanda/La Banque centrale envisage l'émission d'une monnaie électronique

La Banque centrale rwandaise envisage d'émettre une monnaie électronique, a récemment annoncé Peace Masozera Uwase, directrice générale du département de la stabilité financière au sein de l'institution. Dans une interview accordée à *Bloomberg*, cette dernière a indiqué que les autorités de la Banque centrale rwandaise étudiaient de nouveaux moyens pour introduire leur propre monnaie électronique. Celle-ci vise à rendre plus efficace le traitement des transactions financières tout en stimulant la croissance économique.

Cameroun/Le port de Douala entend poursuivre la procédure d'attribution de son terminal à conteneurs

La nouvelle ne fait pas encore l'objet de publicité. Mais des sources crédibles d'Investir au Cameroun révèlent que le tribunal administratif du Littoral vient de suspendre provisoirement le processus d'attribution du terminal à conteneurs au port de Douala-Bonabéri, à la demande du consortium Bolloré-APMT.

"Cette décision, avant l'examen au fond du dossier, ne pourra pas empêcher la poursuite du processus", assure le Port autonome de Douala (Pad), l'autorité portuaire.

Des sources introduites indiquent que le Pad entend introduire une déclaration de pourvoi, en conformité avec la loi N° 2006/16/du 2 décembre 2006 fixant l'organisation et le fonctionnement de la Cour suprême en son paragraphe V, article 111, alinéa (1).